HAL
open science

Course aux armements, désarmement, non-violence

Jacques Fontanel

To cite this version:

Jacques Fontanel. Course aux armements, désarmement, non-violence. Armement, désarmement, Mouvement Populaire des Citoyens du Monde (MPCDM), Nov 1982, Toulouse, France. hal-03348320

HAL Id: hal-03348320

https://hal.univ-grenoble-alpes.fr/hal-03348320v1

Submitted on 18 Sep 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Course aux armements, désarmement, non-violence

Jacques Fontanel

Mouvement populaire des citoyens du monde
Peuples Unis,

Toulouse, 27 Novembre 1982

La France dispose d'un armement nucléaire qui est souvent contesté par des groupes de citoyens. La question du désarmement est souvent posée avant une réflexion approfondie sur les fondements de la guerre et de la paix. Comme les dépenses militaires continuent à augmenter, l'ONU a cherché à réduire la course aux armements en proposant un désarmement pour le développement bien improbable. Pour la pensée marxiste, avec la lutte des classes, le capitalisme est responsable des guerres d'aujourd'hui. Pour les libéraux, le libre-échange est au contraire un facteur de paix. Dans ces conditions, l'analyse de l'impact des dépenses militaires sur les économies nationales est importante, surtout si elle met en lumière leurs effets de domination, mais aussi leurs avancées technologiques. La misère produit considérablement plus de décès que les guerres contemporaines. Si on peut chercher globalement à contrôler la course aux armements, la question du désarmement pose d'autres interrogations économiques et politiques sur lesquelles les deux modes des production fournissent des réponses divergentes.

France has nuclear weapons, which are often contested by groups of citizens. The question of disarmament is often posed before an in-depth reflection on the foundations of war and peace. As military spending continues to rise, the UN has sought to reduce the arms race by proposing disarmament for development, which is unlikely to happen. For Marxist thought, along with class struggle, capitalism is responsible for today's wars. For liberals, free trade is, on the contrary, a factor of peace. Under these conditions, the analysis of the impact of military expenditure on national economies is important, especially if it highlights their effects of domination, but also their technological advances. Misery produces considerably more deaths than contemporary wars. If we can seek to control the arms race globally, the question of disarmament raises other economic and political questions to which the two modes of production provide divergent answers.

Course aux armements, désarmement, développement économique
Arms race, disarmament, economic development

La question de la course aux armements est centrale pour l'avenir de l'humanité. Avec l'arme nucléaire, les hommes ont les moyens disponibles pour supprimer toute vie humaine sur terre. Les Etats ont mis en place des stratégies pour se défendre, mais les menaces sont toujours aussi importantes si aucun accord entre les Nations n'est mis en place pour supprimer ou au moins réduire la violence endémique des armes. En France, la force nucléaire a pour but l'indépendance relative de la sécurité nationale et elle applique une stratégie du « faible au fort » qui laisse supposer qu'elle ne pourra pas utiliser cette arme en 'first use ». Il s'agit d'un pari selon lequel le coût supposé d'une attaque nucléaire d'un pays à l'encontre de la France serait jugée trop élevée en termes de destruction d'hommes et de patrimoine pour que l'opération soit viable.

Il s'agit d'un pari qui n'est pas dans une posture agressive qui souffre cependant d'au moins trois limites. D'abord, aucun pays ne peut se sentir en sécurité si le pays menaçant est dirigé par un despote maître chez lui de la communication sur l'état des relations internationales. Ensuite, la question de la mise en place d'une force « anti forces » pourrait modifier cette forme d'équilibre. Si un pays, en secret, mettait en place des armes capables de détruire directement les forces nucléaires de la France avant même d'en faire la menace, le pays pourrait être en grande partie désarmée face à cette absence de réponse du « faible au fort ». Enfin, si cette stratégie s'applique « tous azimuts » selon l'expression du général de Gaulle, il est possible cependant que certains composants des armes elles-mêmes soient directement ou indirectement contrôlés par des pays alliés qui pourraient le cas échéant contrôler tout ou partie de la riposte.

Cependant, ce pari est aujourd'hui « acceptable » eu égard aux conflits des systèmes économiques et de la volonté nationale de ne pas dépendre uniquement de nos alliés américains pour décider des actions à entreprendre pour la sécurité des citoyens français. Il existe peu d'autres

alternatives possibles aujourd'hui à court terme, même si cette stratégie ne sera sans doute plus applicable qi s'autres armes plus diffuses et plus efficaces venaient à être conçues et produites dans les années à venir.

L'armement nucléaire français est toujours supposé particulièrement onéreux, mais il jouit d'un certain prestige auprès des internationales pour sa puissance de feu dissuasive. La France conserve sans doute sa place au Conseil de sécurité de l'ONU en partie du fait de la disponibilité de son arme nucléaire, alors qu'aujourd'hui l'Europe pourrait être légitime aussi sur ce siège. Les informations précises sur les coûts sont très difficiles à calculer du fait du secret qui entoure la mise en place et la construction de cette arme. Plusieurs questions peuvent être posées. Quelles sommes faut-il comptabiliser pour les dépenses de personnel ou de Recherche-développement en amont de la production ? Quels sont les matériels nécessaires à son utilisation dans le cadre des infrastructures civiles ? Les estimations de la France, du Royaume-Uni et des Etats-Unis peuvent être réalisées à partir des documents parlementaires, ce qui n'est pas le cas pour l'Union soviétique ou la Chine. Les écarts des estimations sont importants. On peut estimer que si l'arme nucléaire terrifie le monde entier, son coût global représente de 8 à 12% par rapport à l'ensemble des dépenses militaires mondiales

La stratégie de la non-violence est séduisante philosophiquement, mais elle suppose des citoyens particulièrement unis dans leur résistance à l'oppresseur éventuel et capables individuellement et collectivement de supporter la violence quotidienne. L'exercice d'une défense populaire et non-violente est particulièrement exigeant et elle peut assez facilement être influencée par le contrôle des informations. Dans ce contexte, la dissuasion du « faible au fort » me semble encore souhaitable à condition de ne pas s'inscrire dans la durée. Il faut que tous les pays s'engagent à supprimer les forces nucléaires et, à ce titre, la France a sans doute un rôle important à jouer dans la diplomatie internationale.

Aujourd'hui, les deux grandes puissances mondiales, les Etats-Unis et l'Union soviétique s'inscrivent dans une stratégie de « l'équilibre de la terreur ». Cette stratégie

conduit à empêcher les armes anti-forces. Aujourd'hui, les missiles deviennent très précis, rapides, quasiment indétectables par les radars et d'un prix « abordable ». Les stratégies secrètes conduisent non plus à détruire les villes, mais à chercher à éliminer, par une frappe inattendue, les armes de l'ennemi potentiel. La question est de savoir si, à un moment donné, un pays est susceptible de penser qu'il dispose d'un avantage suffisamment conséquent pour menacer l'autre pays d'une guerre totale, après avoir éliminé tout ou partie des forces nucléaires de l'adversaire.

En 1979, les experts stratégiques considéraient que l'URSS était devenue la première puissance militaire mondiale, au regard de l'importance et de la diversité de son arsenal conventionnel et nucléaire. L'URSS disposait d'un avantage en armes stratégiques estimées à 25%. Tous ces chiffres sont évidemment discutables, la guerre de l'information sur des stratégies éminemment secrètes pouvant faire l'objet de calculs politiques et économiques en vue d'intérêts particuliers de lobbying des complexes militaro-industriels ou d'engagements politiques.

Avec l'élection de Ronald Reagan, les Etats-Unis ont fermement relancé leur programme d'armement. L'objectif déclaré consiste à reprendre le leadership de la force militaire et sans doute aussi de contraindre une Union soviétique en crise économique à réduire ses ambitions militaires et systémiques. Le « rattrapage » proposé par le Président Reagan constitue de fait un vrai saut épistémologique. La recherche-développement militaire est très importante dans le monde, principalement dans les grandes puissances nucléaires, et les technologies modernes sont souvent façonnées par le secteur de la défense nationale.

Malgré les propositions de désarmement pour le développement étudiées dans les instances onusiennes, les dépenses militaires mondiales ont encore tendance à augmenter. Elles dépassent aujourd'hui 600 milliards de dollars, soit mille fois plus que ce qui serait nécessaire pour éradiquer le paludisme dans le monde. Globalement, 50 millions de personnes sont employées dans le secteur de l'armement et entre 30 et 40 % du potentiel scientifique mondial lui est consacré. Ces chiffres avancés soulignent l'importance des sommes engagées dans la sécurité

nationale dans le monde. Pour de nombreuses personnes, il s'agit là d'un énorme gaspillage. Sur ce point trois objections peuvent être développées.

- D'abord, la sécurité d'un pays face aux opportunités de prédation d'un autre pays suppose une défense, une protection collective. Les raisons d'un conflit sont multiples entre entités politiques, comme l'histoire l'a expérimenté avec les politiques mercantilistes de puissance, la prédation et l'esclavage, et aujourd'hui la lutte entre deux systèmes économiques jugés antagonistes.
- Ensuite, d'une manière générale, les syndicats n'ont que très rarement milité en faveur d'un désarmement lorsqu'ils appartiennent eux-mêmes au système de production des armes.
- Enfin, pour les pays les plus puissants, l'exercice d'effets de domination leur permet d'obtenir des avantages qui parfois excèdent le coût de la défense elle-même. Dans ce contexte, dans le cadre d'un système économique sui valorise l'intérêt individuel, il est possible d'appliquer le principe à l'intérêt individuel d'un Etat.

Le complexe militaro-industriel reçoit d'importants financements publics qui servent parfois, dans le cadre des technologies duales, à la production de biens civils. L'économie américaine est plus à même de développer ce type de diffusion des technologies militaires vers le secteur civil que l'URSS qui souffre particulièrement d'effets d'inertie. La question des effets des dépenses militaires sur la croissance et plus généralement sur le développement économiques ne produit pas de réponse linéaire, tout dépend de la structure des achats d'armement, de la situation économique mondiale, de l'existence d'une industrie nationale d'armement ou de l'importance des contrôles sur les exportations et importations d'armes.

Les industries d'armement sont principalement localisées dans les pays développés, mais quelques pays à forte population et superficie s'engagent dans cette activité en se fondant sur plusieurs analyses économiques du développement.

- La théorie de l'import-substitution propose de produire sur le territoire les biens importés, puisqu'il y a une demande nationale. Dans ce contexte, l'industrie de l'armement nationale pourrait satisfaire les besoins de

l'armée. Le Brésil et l'Inde, grands pays, ont adopté cette stratégie à une partie de leurs besoins militaires. Cependant, cette stratégie n'est pas applicable à tous les pays, notamment parce que les armes modernes disposent d'une haute technologie qui n'est pas nécessairement présente dans les pays en développement. En outre, du fait des d'une production insuffisante, elle ne permet pas la réalisation d'économies d'échelle si importantes dans les pays développés, ce qui conduit les Etats à augmenter leurs dépenses militaires à couverture sécuritaire égale. Certes, le pays peut aussi, comme la France, chercher à exporter les armes produites nationalement, mais il s'agit d'un secteur particulièrement compétitif sur lequel il est difficile de s'imposer.

- Dans ce contexte, un Etat peut souhaiter aussi engager des pôles de développement en s'appuyant sur le secteur militaire. Cependant, il est très probable que cet effort serait sans doute plus utile s'il s'appliquait dans le domaine civil.
- Enfin la théorie du cycle de Vernon qui consiste à considérer que les produits ont des cycles pourrait s'appliquer au domaine militaire. Ainsi, les armes moins technologiques et plus anciennes pourraient être produites à moindres coûts dans les pays en développement. Cette stratégie a déjà été appliquée dans des pays semi-industrialisés, mais elle n'est évidemment pas généralisable.

Les analyses empiriques de l'impact des industries d'armement dans les pays en développement insistent sur l'importance de la sécurité nationale, l'indépendance économique et le développement économique lui-même, mais les résultats concrets, au moins à moyen terme, ne s'avèrent guère concluants, notamment du fait de l'importance de l'action des firmes multinationales sur les produits fabriqués localement, la lourdeur en capital des investissements militaires, le monopole de la R&D des pays développés et le difficile transfert des technologies militaires vers le secteur civil.

Le désarmement pour le développement est un concept et une proposition qui a souvent été présentée par la diplomatie française. Il s'agit de limiter l'importance financière accordée aux canons au bénéfice du beurre. Sauf que l'on ajoure une deuxième idée, celle de l'aide au développement des pays les plus pauvres. Le principal défi,

c'est qu'une réduction de l'effort militaire conduit, à très court terme, à l'obsolescence du capital destiné à la fabrication des armes, un capital dont l'utilisation à des fins civils n'est ni adapté, ni rentable dans le cadre d'une mis en concurrence. Dans ce contexte, si l'idée diplomatique est intéressante, sa réalisation pose de nombreux problèmes, concernant l'estimation et les comparaisons des dépenses militaires, le coût du désarmement, le lien avec l'aide au développement et la fin espérée de la guerre froide.

Dans la recherche d'un désarmement pour le développement, les premières analyses ne trouvent pas facilement les adhésions des Etats. L'URSS est très critique à l'égard de ces analyses, qu'elle a pourtant contribué à développer, en demandant l'absence de vérification des chiffres, car pour désarmer il faut avoir confiance dans les chiffres fournis par les Etats. Or, dans un pays démocratique, l'information, même partiellement contrôlée, est malgré doute discutée et vérifiée par les Parlements et les citoyens, ce qui n'est pas le cas dans les pays centralisés et planifiés. Les deux grandes puissances s'affrontent sur la nécessité des études sur la définition et les comparaisons des dépenses militaires. Il est vrai que les méthodes de comptabilisation nationale sont différentes et il faudrait satisfaire les deux camps qui, sur ce point, semblent irréconciliables. Les études techniques qui avaient été demandées par l'ONU s'essoufflent car les super puissances n'expriment pas, dans les faits, une réelle volonté de réduire leurs dépenses militaires. La validité même du désarmement pour le développement est clairement remise en cause.

Or, l'arme économique semble particulièrement meurtrière. En 1980, 12 millions d'enfants sont morts de malnutrition, contre 100 .000 morts pour cause de guerre armée. La Banque mondiale estime pourtant que la production mondiale de céréales est suffisante pour fournir à chaque homme la quantité nécessaire de nourriture pour vivre. Pour éliminer la malnutrition, il suffirait de réorienter seulement 2% de la production vers ceux qui en ont besoin.

Les économistes n'abordent qu'accessoirement les questions de la guerre. Pour l'analyse marxiste, la guerre est inscrite dans les fibres mêmes du capitalisme, avec la baisse tendancielle du taux de profit, la paupérisation relative et

absolue, ainsi que la violence des rapports sociaux. L'économie de marché est une instance d'oppression et toute lutte libératrice contre ce système est un œuvre de paix à plus long terme. Au contraire, le courant dominant de la pensée économique fait l'hypothèse que la paix sera réelle lorsque l'économie de marché et le libre-échange fonctionneront normalement dans le monde. Cette théorie est évidemment très contestable, notamment parce que les inégalités qu'engendre ce système sont des ferments de révoltes, révolutions et guerres.

Le désarmement est une idée intéressante, mais le désarmement unilatéral reste un processus dangereux, car les causes des conflits comme les inégalités sociales, les injustices, la violence productive ou les rapports de force déséquilibrés, ne sont pas supprimées.

Bibliographie

Blechman and Fried (1978), Désarmement et développement.: quelques propositions précises, *Journal de la planification du développement,* n°12.

Colard, D., Fontanel, J., Guilhaudis, J.F., 1981. *Le désarmement pour le développement*, Fondation pour les Etudes de Défense Nationale., (19).

Fontanel, J. (1979), *Ecologie, économie et plurigestion*. Ententes. Paris.

Fontanel, J., 1980. Le concept de dépenses militaires. *Revue Défense Nationale*, (7), pp.181-192.

Fontanel, J. (1982), La comparaison des dépenses militaires, *Revue Défense Nationale*, (11),

Fontanel, J. (1982), Le désarmement pour le développement, Stratégie et Défense, Juin.

Fontanel, J. (1982), Military expenditures and Economic Growth : France, Morocco, *report written for the United Nations*.

Galbraith, J.K. (1968), La paix indésirable, rapport sur l'utilité des guerres, Calman Levy.

Guilhaudis, J-F. (1982) *Le désarmement pour le développement. Remarques sur les aspects politiques du dossier à la suite de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations sur le désarmement*, Communication au Colloque UNESCO Association Emile Laugier, Paris, 28 Octobre.

Kidron, M. (1970), Western capitalism since the war, Penguin Books.

Leontiev, W., Duchin, F. (1980), Worldwide implications of hypothetical changes in military spending, Report UNO, New York.

ONU (1978), *Conséquences économiques et sociales de la course aux armements et des dépenses militaires,* F.78.IX.1. New York.

ONU (1981), *Réduction des dépenses militaires*, série n°4, F.81.I.9. New York

ONU (1981) *Etude des rapports entre le désarmement et le*

*développem*ent, A/S-12/7, New York, 3 septembre

Silberner (1957), *La guerre et la paix dans l'histoire des doctrines économiques, S*irey, Paris.

Palme, O. (1982), Common security. Report of the Independent Commission for Disarmament and Security Issues.

Smith, R.P. (1980), The demand for military expenditure, *Economic Journal*, Vol. 90. December.

Thurow, L. (1982), Rising Armament Expenditures ; effects on the civilian economyc, Commentary, January.